

Réchauffement climatique : le cri d'alarme du GIEC

lundi 3 novembre 2014, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 2 novembre 2014).

Sommaire

- [Une inquiétude palpable](#)
- [Combustibles fossiles, princip](#)
- [Scénarios : entre cauchemar et](#)
- [Une difficulté gigantesque](#)
- [« Dévaluer les actifs »](#)
- [S'en prendre au capital](#)
- [Bien plus qu'un combat écologi](#)

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) vient de rendre public le rapport de synthèse de son 5^e rapport d'évaluation et le résumé à l'intention des décideurs [1]. Le diagnostic est sans surprise :

- le réchauffement est en marche, il est dû principalement à la combustion des combustibles fossiles, et les effets négatifs sont nettement plus importants que les effets positifs,
- il est probablement encore possible d'éviter que la température moyenne s'élève de plus de 2°C par rapport à la période pré-industrielle, mais les mesures prises au cours des 20 dernières années nous entraînent tout droit vers un réchauffement de 3,7 à 4,8°C (2,5 à 7,8°C en tenant compte de l'incertitude climatique) qui entraînerait des « risques élevés à très élevés d'impacts sévères, largement répandus et irréversibles ».

Une inquiétude palpable

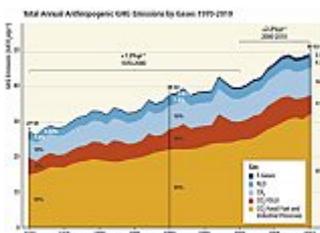
L'évaluation faite dans ce cinquième rapport ne diffère pas fondamentalement des précédentes, mais le degré de précision des mises en garde est accru, des zones d'ombre commencent à s'éclairer et l'inquiétude des auteurs apparaît plus nettement que jamais. L'expression « *virtuellement certain* » (plus de 99% de probabilité) est employée de plus en plus souvent pour caractériser le niveau de probabilité de tel ou tel phénomène. Un dégel accru du pergélisol et la poursuite de l'élévation du niveau des mers pendant plusieurs siècles, par exemple, sont considérés comme « virtuellement certains », même en cas de réduction drastique émissions.

Par-delà le ton scientifique « objectif » du rapport, c'est un cri d'alarme que lance le GIEC. L'inquiétude des experts est palpable. Elle apparaît notamment dans le fait que le résumé pour les décideurs comporte une section sur le risque accru de « *changements abrupts ou irréversibles* » au-delà de 2100. On y lit par exemple que « *le seuil pour la disparition de la calotte glaciaire du Groenland, qui entraînerait une hausse jusqu'à 7 mètres du niveau des mers en un millénaire ou plus, est supérieur à 1°C mais inférieur à 4°C de réchauffement global* ». A long terme, limiter le réchauffement à 2°C n'élimine donc pas totalement le risque d'un bouleversement extrêmement

profond de « *l'écosystème terrestre* » [2]...

Combustibles fossiles, principaux responsables

Les médias se font régulièrement l'écho d'informations pointant la responsabilité du méthane produit par les ruminants, ou des émissions de CO₂ dues à la déforestation. Il y a bien une part de vérité dans ces informations, mais le rapport du GIEC met les pendules à l'heure : « *Les émissions de CO₂ provenant de la combustion des combustibles fossiles et des process industriels ont contribué pour 78% au total des émissions de gaz à effet de serre de 1970 à 2010, avec une contribution similaire en pourcentage de 2000 à 2010* ». Un graphique sur la part des différents gaz entre 1970 et 2010 confirme que le problème essentiel est là : l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz naturel comme sources d'énergie (voir ci-dessous, source IPCC).



Ce constat est déterminant quand il s'agit d'élaborer des solutions. Les experts du GIEC ont synthétisé la littérature existante sur les modèles de « mitigation » du réchauffement. Ils distinguent huit scénarios, en fonction du niveau auquel la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre serait stabilisée d'ici la fin du siècle. Pour chacun de ces scénarios, un tableau donne les réductions d'émissions à réaliser d'ici 2050 et d'ici 2100, ainsi que la probabilité que la hausse de température par rapport à la période préindustrielle reste sous un certain niveau (1,5°, 2°, 3°, 4°C) au cours de ce siècle. Dans chacun de ces scénarios, la réduction des émissions de CO₂ provenant de la combustion des combustibles fossiles occupe une place centrale.

Scénarios : entre cauchemar et révolution

Le scénario le moins contraignant est celui dans lequel les émissions continuent à augmenter quasiment au rythme actuel. Dans ce cas, la probabilité de dépasser 4°C de hausse est « *plus grande que la probabilité inverse* ». La liste des catastrophes sociales et écologiques qui en découlent est plus longue que le Danube et cauchemardesque. S'agissant de la santé humaine, par exemple, le rapport projette que « *la combinaison de haute température et d'humidité dans certaines régions à certains moments de l'année compromettra les activités humaines normales, y compris la culture vivrière et le travail à l'extérieur* ». La productivité agricole, les pêcheries, seront très durement affectées. Le déclin de la biodiversité s'accélèrera.

A l'autre extrémité des possibles, un très petit nombre d'études envisagent une stabilisation de la concentration atmosphérique à 430ppm de CO₂eq [3]. Ce niveau étant le niveau actuel, l'effort à réaliser dans ce scénario est extrêmement contraignant, et même colossal : en 2050, les émissions mondiales devraient avoir baissé de 70 à 95% (par rapport au niveau de 2010) ; en 2100, elles devraient avoir baissé de 110 à 120% [4]. Le résumé pour les décideurs n'en dit pas plus. Ce scénario implique une réorientation révolutionnaire dans tous les domaines de la vie sociale. Il est pourtant le seul qui donnerait une chance de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement - un objectif que de nombreux scientifiques (y compris le président du GIEC !) considèrent comme nécessaire.

Le rapport se concentre en fait sur les deux scénarios suivants : celui d'une stabilisation à 450 ppm et celui d'une stabilisation à 500 ppm. Selon les modalités, ces scénarios font du respect des 2°C maximum un objectif « probable » (plus de 66% de probabilité), « plus probable qu'improbable », ou « également probable et improbable ». Rester sous 1,5°C de hausse n'est envisageable éventuellement que dans le cadre d'une stabilisation à 450 ppm, mais les chances sont minces (c'est « plus improbable que probable »).

Une difficulté gigantesque

Ces scénarios laissent une (faible) marge pour augmenter encore un peu la quantité de gaz à effet de serre envoyée dans l'atmosphère (donc pour brûler encore un certain temps une certaine quantité de combustibles fossiles). Ils sont néanmoins extrêmement contraignants. Dans le cas d'une stabilisation à 450 ppm, par exemple, les émissions mondiales devraient baisser de 42 à 57% d'ici 2050 et de 78 à 118% d'ici 2100 (par rapport à 2010). D'ici 2050, la part de l'énergie « zéro carbone » ou à faible intensité carbone devrait augmenter de 90% au niveau mondial [Les contraintes sont analogues pour les deux autres scénarios.]. Sachant que 78% des émissions sont dues au CO₂ provenant de la combustion de combustibles fossiles, et que cette combustion est la source de 80% de l'énergie utilisée par l'humanité, on mesure l'ampleur de la difficulté...

Il y a certes une dimension technique à cette difficulté, sur laquelle on ne s'étendra pas ici. Il y a surtout des dimensions sociales et politiques. Le rapport insiste sur la juste répartition des efforts entre pays (en fonction des responsabilités historiques), sur le partage des technologies, sur la nécessité d'une collaboration internationale, sur l'importance de combiner lutte contre le réchauffement et lutte contre la pauvreté, sur les impératifs éthiques de cette combinaison et les enjeux pour l'avenir du genre humain... Ce sont des points cruciaux et qui vont potentiellement à l'encontre du néolibéralisme. Jamais un rapport du GIEC n'avait délivré un tel message avec autant de force.

« Dévaluer les actifs »

En même temps, il est une difficulté d'ordre social sur laquelle le résumé pour les décideurs est très peu disert, alors qu'elle pèse d'un poids décisif. A un certain moment, on lit ceci : *« La politique de mitigation pourrait dévaluer les actifs en énergie fossile et réduire les revenus des exportateurs de combustibles fossiles (...). La plupart des scénarios de mitigation impliquent des revenus diminués pour les principaux exportateurs de charbon et de pétrole »*.

Ces deux petites phrases plutôt discrètes renvoient en fait à un enjeu gigantesque : pour ne pas dépasser 2°C de réchauffement, 80% des réserves connues de combustibles fossiles devraient rester sous terre et ne jamais être exploitées. Or, ces réserves font partie des actifs des compagnies pétrolières et des (familles régnautes des) Etats producteurs. C'est donc un euphémisme d'écrire que « la politique de mitigation POURRAIT DEVALUER les actifs en énergie fossile ». En vérité, une mitigation digne de ce nom implique la destruction pure et simple de la plus grande partie de ce capital.

Les patrons du secteur des énergies fossiles sentent bien le danger. C'est pourquoi ils ont financé massivement les « climatonégationnistes », et cela leur a permis de gagner du temps. Mais, à la longue, il est peu probable que les mensonges de ces charlatans puissent faire barrage à l'inquiétante évidence scientifique portée par le GIEC. C'est pourquoi l'accent est mis de plus en plus sur la quête d'une politique de mitigation compatible - « réalisme » oblige- avec le maintien au

maximum des profits des patrons du charbon, du pétrole et du gaz naturel.

S'en prendre au capital

La capture et séquestration géologique du carbone (CCS) occupe ici une place stratégique et le rapport du GIEC y attache une grande importance. Il convient de le savoir pour ne pas se tromper quand les médias se focalisent sur la « bonne nouvelle » : rester sous les 2°C de hausse réduira la croissance d'à peine 0,06% par an. Ce chiffre figure en effet dans le rapport... Mais, le rapport dit aussi qu'il est calculé dans l'hypothèse d'un déploiement massif de la capture-séquestration du carbone. Selon le rapport, d'ici 2030, la transition énergétique nécessitera des investissements de plusieurs centaines de milliards de dollars par an, au niveau mondial. Une jolie somme... Mais, sans la CCS, les coûts de la transition augmenteraient de... 138%, voire 200%.

Cependant, le rôle des combustibles fossiles n'est qu'un aspect d'une question plus vaste : c'est la logique d'accumulation qui est en jeu. C'est devenu une banalité de le dire : la croissance infinie dans un monde fini, ce n'est pas possible. Pour réduire drastiquement les émissions d'ici 2050, sachant que ces émissions proviennent avant tout de la conversion énergétique, il faut forcément réduire la consommation finale d'énergie, et il faut le faire dans une mesure telle que cela remet inévitablement en cause le « toujours plus ». En clair : il faut réduire la production matérielle et les transports.

C'est possible sans nuire au bien-être (en l'augmentant, au contraire) si on supprime les productions inutiles et nuisibles, l'obsolescence programmée, les transports délirants dans le cadre de la mondialisation, etc. C'est possible sans nuire à l'emploi (en le favorisant, au contraire) si on partage le travail, les richesses, les savoirs et les technologies... Mais chacune de ces hypothèses ramène invariablement à la même conclusion : il faut s'en prendre au capital.

La majorité des chercheurs qui font des modèles de mitigation ne prennent pas en compte cette possibilité. L'accumulation, pour eux, fait partie du paysage, voire des lois de la nature. Dès lors, outre la CCS, la plupart d'entre eux introduisent dans leurs stratégies l'extension du nucléaire et la combustion massive de biomasse. Ce sont pour ainsi dire les rustines de l'accumulation. Le résumé pour les décideurs mentionne certains risques de ces technologies (notamment la compétition avec la production vivrière, dans le cas de la biomasse). Mais le GIEC ne fait que compiler les études existantes, il est donc tributaire de celles-ci.

Bien plus qu'un combat écologique

Fin 2015, le sommet de Paris (COP21) est censé accoucher d'un accord climatique. Le rapport du GIEC mettra chacun devant ses responsabilités. Gageons qu'il pèsera lourd dans la balance. Mais c'est peu dire que les gouvernements non plus ne prennent pas en compte l'hypothèse anticapitaliste. Alors que les contours de la catastrophe sont plus sûrs, plus clairs et plus effrayants que jamais, alors que des centaines de millions de pauvres sont déjà les premières victimes du réchauffement... ces gouvernements ne seront capables, au mieux, que de concocter dans notre dos un accord climatique insuffisant sur le plan écologique, injuste sur le plan social et dangereux sur le plan technologique. Les récentes décisions de l'Union Européenne illustrent bien ce danger [5].

Qu'il en aille autrement dépend exclusivement de la mobilisation sociale. Car il s'agit de bien plus qu'une question écologique : un enjeu humain fondamental, un choix de société et de civilisation qui conditionnera tous les autres. L'adversaire est formidable. On ne peut le faire reculer que par une

action collective de tou.te.s les opprimé.e.s, les exploité.e.s. Dès maintenant, utilisons le cri d'alarme du GIEC pour travailler à construire le front le plus large en faveur d'une alternative à la fois sociale et écologique. En un mot : écosocialiste.

Daniel Tanuro

P.-S.

* <http://www.lcr-lagauche.org/le-cri-dalarme-du-giec/>

Notes

[1] Le GIEC est composé de trois groupes de travail centrés respectivement sur (i) la science des changements climatiques, (ii) les impacts et l'adaptation, (iii) les stratégies de mitigation. Chacun de ces groupes de travail rédige un rapport et chacun de ces rapports donne lieu à un résumé pour les décideurs. Un rapport de synthèse est ensuite publié, avec ici aussi un résumé pour les décideurs. Les rapports sont rédigés par les scientifiques. Les résumés pour les décideurs sont co-rédigés par les scientifiques et les représentants des Etats. Ils engagent donc les gouvernements.

[2] A court terme (d'ici 2100), cela permettrait probablement (plus de 66% de probabilité) de contenir l'élévation du niveau des mers en 2100 à une quarantaine de centimètres. Mais cette projection n'inclut pas la désintégration de la partie la plus fragile de la calotte glaciaire de l'Antarctique. Or, deux équipes de chercheurs américains sont arrivés il y a six mois à la conclusion que cette désintégration a commencé, est impossible à arrêter et entraînera une hausse inévitable de 1,80m dans les 300 à 400 prochaines années...

[3] La concentration des gaz s'exprime en parts par million volume (ppm : le nombre de molécules d'un gaz donné sur un million de molécules). Le pouvoir radiatif (pouvoir réchauffant) des différents gaz à effet de serre est ramené au pouvoir radiatif du CO₂, on parle alors de CO₂ équivalent (CO₂eq).

[4] Une diminution de plus de 100% signifie que la Terre absorbe plus de gaz à effet de serre qu'elle n'en émet, ce qui est possible notamment si de grandes superficies sont plantées en forêts qui absorbent le CO₂ par photosynthèse.

[5] Voir sur ESSF (article 33424), [Réchauffement climatique : un accord européen en trompe-l'oeil](#).